

CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

Mission de conseil pour la programmation de l'aménagement des places Edouard Soldani et du 11 novembre (Lot U4)

Entre

La commune des **Arcs-sur-Argens** représentée par son Maire **Madame Nathalie GONZALES** autorisée par la délibération du conseil municipal du
d'une part,

Et

Le **CAUE-Var**, représenté par son Président, **Monsieur Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisée par la délibération du conseil d'administration du 10 novembre 2021 et par l'article 11 des statuts,
d'autre part.

PREAMBULE

Considérant que :

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il fournit aux personnes publiques ou privées qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Il a également pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place de conventions d'accompagnement à la réflexion en vue de la réalisation de projet publics et d'aide à la décision.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Dans un souci permanent de réponse aux missions qui lui sont confiées avec efficacité, il tisse avec l'ensemble des acteurs de la construction, des paysages naturel et bâti des liens de partenariat et d'échanges (DDTM, UDAP, ANCT-CLCT, AUDAT Var, SPL-ID83, écoles d'architecture, instituts d'urbanisme, écoles de paysage, etc.)

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La commune des Arcs-sur-Argens souhaite dans le cadre du dispositif Petite Ville de Demain, dynamiser son centre-ville et rendre plus attractive la commune pour de jeunes familles afin de rajeunir sa population. Dans cette optique elle souhaite repenser la relation ville-enfant ainsi que le positionnement touristique de la commune.

Elle a confié au Cabinet Lestoux et Associés une étude diagnostic sur le renforcement de l'attractivité du centre-ville. Elle a également chargé le CEREMA d'une étude de circulation et stationnement.

Elle sollicite aujourd'hui le CAUE Var pour l'assister dans sa réflexion sur le programme d'aménagement des places 11 novembre 1914 et Edouard Soldani pour répondre à ses préoccupations.

Ces 2 places en vis-à-vis, séparées par la RD forme un Hub d'entrée de ville. Elles abritent différentes fonctions : jeux d'enfants, jeux de boules, accès à la salle des fêtes, accès à des box de garages municipaux, dépose-minute pour les écoles, accès piétons aux écoles par un grand escalier de pierre ancienne, parking, commerces. Elles présentent également diverses plantations d'arbres et de massifs végétaux.

L'ensemble est assez hétéroclite et se traduit par une succession d'aménagements qui ont été fait au fil du temps sans grand plan directeur.

La salle des fêtes ancienne et vétuste doit être déplacée dans le futur complexe sportif et de loisirs que la commune envisage de créer.

Cette mission s'appuyant sur les 2 études précédemment citées, outre l'aménagement à proprement parler des espaces publics, abordera la question de l'accueil de différents locaux associatifs, de services publics, et éventuellement commerciaux, et de logements qui pourront trouver place en périphérie des places. Cette réflexion est à mener dans un souci d'équilibre financier.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

Le CAUE VAR apportera tous les conseils, orientations et prescriptions propres à fournir à la commune les éléments lui permettant d'arrêter ses choix programmatiques et d'opportunité avec un objectif de qualité urbaine, architecturale, paysagère, environnementale et d'adaptation au contexte du site.

Le CAUE-Var établira également la fiche de route pour la mise en œuvre du projet.

Il réalisera :

- une analyse des fonctions urbaines et occupations actuelles de l'espace et des manifestations qui y sont organisées ;

- un recensement de la desserte en réseaux divers (secs et humides) ainsi que de la desserte viaire, afin d'identifier les éventuelles contraintes qu'ils représentent. En ce qui concerne l'éclairage public, le diagnostic devra également prendre en compte les possibilités d'améliorations éventuelles de la consommation d'énergie.
- une analyse de l'état des plantations existantes et des possibilités de désimperméabilisation des sols, ainsi qu'une analyse de la perception paysagère du site en vues proches et lointaines afin de définir les éléments paysagers et architecturaux qui façonnent son identité. Cette analyse portera également sur le mobilier urbain et l'éclairage, les Points d'Apports Volontaires (PAV).
- une analyse sommaire du style architectural du quartier en vue de définir des volumétries admissibles, et les choix de matériaux et de couleurs ;
- une assistance pour l'animation d'un atelier participatif avec les enfants des écoles et d'un atelier participatif avec le conseil des jeunes que la commune va créer. La commune se chargera d'établir le contact avec le corps enseignant des écoles et d'informer également l'équipe de circonscription.
- Deux hypothèses d'organisation spatiale accompagnées d'une fiche descriptive présentant les données quantitatives, un cahier des charges qualitatif et un principe de phasage opérationnel.

Chaque hypothèse sera accompagnée d'un chiffrage sommaire des aménagements et plantations.

A ce stade de la réflexion, il ne s'agit pas de produire des esquisses d'aménagement ou des avant-projets, mais des hypothèses de programme sous forme de schéma fonctionnel accompagné de croquis et d'images de référence.

- Une recherche des financements possibles.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE-Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de l'accord-cadre annuel, en capacité de lui apporter le meilleur appui.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès réception de la présente convention d'accompagnement signée par la commune, le CAUE-Var procédera à la consultation des prestataires retenus dans l'accord-cadre (lot U4).

Une première réunion dite « réunion de lancement » sera organisée sur site avec un représentant du CAUE-Var et le prestataire sélectionné afin de prendre connaissance des attentes de la commune, de préciser la formulation du sujet, de rencontrer les personnes ressources que pourra solliciter le CAUE-Var, de récupérer les documents de travail utiles.

Lors de cette réunion de lancement, le calendrier prévisionnel sera affiné, avec notamment le calage des rendez-vous d'étape intermédiaires, et des ateliers participatifs. La mission nécessitera une visite du site avec les élus et les agents municipaux désignés par la Ville.

Le prestataire du CAUE-Var réalisera la mission qui lui est confiée en autonomie (recherches, investigations, relevés de terrains, rédaction et conception des pièces graphiques et écrites, réunions techniques et de travail...).

Le CAUE-Var accompagnera le maître d'ouvrage sur le bon déroulement de la mission et le contrôle du respect des objectifs et des attendus de la mission.

Il procèdera à la rédaction des comptes rendus de la réunion de lancement, de la ou des réunions de validations intermédiaires-et à la mise en forme du rapport final.

Une réunion intermédiaire permettra de présenter l'état des lieux et les premières pistes d'aménagement et de mise en valeurs qui se dessinent.

Une réunion de rendu final présentera différents scénarios chiffrés, accompagnés d'un argumentaire, d'un bilan avantages/inconvénients et des modalités de mise en œuvre.

Une ou plusieurs réunions complémentaires peuvent être envisagées.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA MISSION

L'étude débutera à la réunion de lancement et se déroulera sur une durée de 6 (six) mois au maximum.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT DE LA MISSION

Une participation financière de 5 500 euros est demandée à la commune pour la réalisation de mission, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture, le CAUE prenant à sa charge les honoraires du prestataire.

ARTICLE 7 : MODALITE DE VERSEMENT

Un tiers du versement de la participation, s'effectuera au démarrage de l'étude, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes et les deux tiers restants à la fin de la prestation :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 8 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention.

A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le, fait en 2 exemplaires.

Pour la commune des Arcs-sur Argens
Madame Nathalie GONZALES
Maire

Pour le CAUE VAR
Monsieur Marc LAURIOL
Président
Conseiller Départemental